



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr
LIMITÉE

E/ECA/ATC/WP.1
11 mars 1982

Original : Français

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Réunion des Chambres Africaines de Commerce
Salisbury, 26-31 mai 1982

SITUATION ET PERSPECTIVES DES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES ET
PROJET DE STATUTS POUR LA FEDERATION AFRICAINE
DES CHAMBRES DE COMMERCE

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 4	1
II. STRUCTURES ET FONCTIONNEMENT ACTUELS DES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES	5 - 34	1 - 7
A. Quelques données générales	5 - 10	1 - 2
B. Réalités des organismes consulaires africains	11 - 34	2 - 7
1. Statut	11 - 15	2 - 3
2. Typologie des organismes consulaires en Afrique	16 - 34	3 - 7
III. HISTORIQUE ET ROLE DES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES	35 - 45	7 - 9
IV. PERSPECTIVES D'AVENIR DES CHAMBRES CONSULAIRES AFRICAINES	46 - 48	9 - 11
V. LES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES ET LA COOPERATION INTERNATIONALE	49 - 60	11 - 13
1. Situation actuelle	49 - 55	11 - 12
2. Perspectives	56 - 60	13
ANNEXE I		
PROJET DE STATUTS DE LA FEDERATION AFRICAINE DES CHAMBRES DE COMMERCE		1 - 10

I. INTRODUCTION

1. Le Chapitre VII paragraphe 250 alinéa (ii) du Plan d'action de Lagos préconise le renforcement des chambres de commerce, la création d'associations sous-régionales d'organismes consulaires et la constitution d'une Fédération africaine de chambres de commerce, en 1985, au plus tard.
2. Le premier symposium des chambres de commerce conjointement organisé par la Commission économique pour l'Afrique et l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC) du 16 au 20 juin 1981 à Addis-Abeba a confirmé cette recommandation du Plan d'action et donné mandat à la CEA et à l'AOAPC pour l'organisation d'une réunion "chargée de mettre au point les modalités et les mécanismes nécessaires pour la création de la Fédération régionale des chambres de commerce".
3. Cette étude a pour but de fournir les bases nécessaires aux débats de la réunion de Salisbury sur les modalités et les mécanismes devant concourir à la constitution effective de la Fédération continentale des chambres consulaires.
4. L'étude donne dans un premier temps un aperçu sur les structures et le fonctionnement actuels des chambres de commerce africaines, l'historique et le rôle des chambres de commerce, les formes de coopération existantes et possibles entre chambres consulaires et propose un cadre d'organisation et des statuts possibles pour la Fédération.

II. STRUCTURES ET FONCTIONNEMENT ACTUELS DES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES

A. Quelques données générales

5. Le dernier recensement ^{1/} effectué par la Commission économique pour l'Afrique révèle l'existence de 197 organismes consulaires africains.

^{1/} Répertoire des chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture et des mines des Etats membres de la CEA. Sept. 1979.

6. Parmi ces organismes, 72 sont des chambres de commerce, 100 sont des chambres mixtes commerce-industrie-agriculture, artisanat et chambres économiques.

7. Les 25 autres chambres recensées s'occupent exclusivement d'activités de production diverses (artisanat, exploitations forestières, etc.) et n'ont pas d'activités commerciales directes.

8. 172 organismes sont donc exclusivement ou partiellement des chambres de commerce dont 35 chambres nationales et unions de chambres, 133 chambres locales, 3 chambres de commerce étrangères (chambres françaises et britanniques implantées en Algérie et au Maroc) et une chambre binationale franco-tunisienne. Depuis le recensement de 1979, des chambres de commerce binationales sont nées dans d'autres pays dont une au Nigéria (la chambre de commerce nigéro-américaine).

9. On peut également noter qu'il y a des chambres de commerce dans la presque totalité des pays du continent, à l'exception toutefois des Etats lusophones (Angola, Mozambique, Sao Tomé et Príncipe, Cap Vert et Guinée Bissau) et de certains Etats qui par suite de la réorientation de leur système économique ont aboli les chambres consulaires classiques (Algérie).

10. Presque toutes les chambres de commerce africaines ont été créées durant la période coloniale et restent encore la plupart du temps fortement dominées par des entrepreneurs originaires de la métropole.

B. Réalités des organismes consulaires africains

1. Statut

11. Les organismes consulaires africains relèvent au plan juridique de deux principaux types de statuts liés aux réalités historiques rappelées par ailleurs.

12. Les pays africains anciennement sous domination française ou belge ont des chambres consulaires de droit romain. Dans ces pays les chambres de commerce, d'agriculture, d'artisanat et d'industrie sont des institutions publiques ou mixtes placées sous la tutelle des ministères chargés des affaires économiques.

L'adhésion à ces organisations découle automatiquement de toute inscription au registre du commerce et revêt donc un caractère obligatoire. Les chambres de commerce sont dans ces pays les interlocuteurs privilégiés des pouvoirs publics et assurent la défense des intérêts de la Communauté économique nationale.

13. Le modèle britannique hérité par les pays anglophones d'Afrique est un système libéral inspiré par la "common law". Il dissocie le monde des affaires de l'Etat et laisse aux hommes d'affaires le soin de concevoir leurs organisations et de les gérer comme ils l'entendent. Ce système exclut toute contrainte dans l'adhésion à des chambres consulaires.

14. En Afrique anglophone, les organismes consulaires sont donc des institutions privées dont les structures, les budgets, les activités et les rapports avec l'Etat sont déterminés par les milieux d'affaires eux-mêmes.

15. Cependant, le fait que ces chambres soient dotées d'un statut privé et indépendant ne les empêche pas de fonctionner comme des pôles de pression capables d'influencer les décisions gouvernementales. Elles participent aux commissions consultatives économiques mises en place par l'Etat, organisent des manifestations durant lesquelles les ministres compétents et même le chef de l'Etat prennent la parole sur des sujets économiques d'actualité et sur des mesures de politique générale touchant les intérêts des hommes d'affaires. Elles jouissent ainsi d'une reconnaissance et d'une protection officielles.

2. Typologie des organismes consulaires en Afrique

16. Le recensement évoqué plus haut fait ressortir l'existence de cinq types d'organismes consulaires :

- a) Les chambres locales
- b) Les chambres nationales et unions nationales de chambres
- c) Les chambres mixtes ou chambres économiques
- d) Les chambres nationales étrangères implantées en Afrique
- e) Les organisations internationales d'organismes consulaires
(Fédération, Conférences, etc.)

En fonction de leur appartenance à l'un de ces groupes, les organismes consulaires ont des structures déterminées et jouent des rôles déterminés.

17. Les chambres consulaires locales sont en général implantées dans les chef-lieux des régions administratives et regroupent l'ensemble des entreprises et agents économiques de tous les secteurs d'activités (commerce, industrie, artisanat, élevage, forêts, service) sauf dans les pays où, compte tenu de l'importance des activités forestières ou artisanales, des chambres locales spécialisées dans ces domaines ont été créées à côté des chambres de commerce.
18. Ces institutions locales sont les lieux de concertation des milieux d'affaires de leur circonscription et ont mandat de défendre les intérêts de ces milieux auprès des autorités locales (gouverneurs, chefs de province, préfets, etc.).
19. Les structures des chambres de commerce locales sont en général, à une échelle moindre, identiques à celles des chambres nationales : un secrétariat-général coordonne les activités de sections spécialisées (commerce, industrie, artisanat, etc.) et exécute sous la supervision du Président les décisions de l'Assemblée générale. L'assemblée générale se réunit en principe tous les trimestres et chaque fois que besoin est, sur convocation du Président.
20. Dans les pays francophones, le bureau de la chambre compte en dehors du Président, au moins deux vice-Présidents élus par l'Assemblée générale, des vice-Présidents désignés par les diverses sections (les présidents de section), un secrétaire, un secrétaire adjoint, un trésorier et son adjoint. Ces personnalités constituent également le conseil d'administration où siège aussi un représentant du ministère de tutelle (commerce ou économie et finance).
21. Alors que, dans les pays anglophones, le rôle des chambres locales est essentiellement consultatif, dans les pays francophones d'Afrique, des fonctions de gestion d'organismes publics sont souvent déléguées aux chambres de commerce locales : concession d'entrepôts dans les ports et les aéroports, gestion de pont-bascules, administration de centres de formation professionnelle.
22. Les chambres locales remplissent également certaines fonctions administratives : elles siègent en commission, délibèrent avec voix consultative pour la délivrance des licences d'importation, la distribution des quotas et peuvent délivrer des certificats d'origine et des carnets A.T.A. et E.C.S. pour l'admission temporaire d'échantillons commerciaux.

23. Ces concessions sont très souvent pour les chambres des occasions d'intervenir dans la gestion des infrastructures d'accueil des activités de leurs ressortissants et d'investir pour générer les fonds nécessaires à la poursuite de leurs propres activités. (Les cotisations et les subventions de l'Etat étant souvent insuffisantes). Les chambres locales ne jouent de rôle international notable que lorsqu'elles sont établies dans la capitale économique et/ou administrative du pays.

24. Les chambres nationales et unions nationales des chambres : elles répondent à un souci de coordination au niveau national des activités des divers secteurs de l'économie nationale et de facilitation des rapports de l'Etat et des milieux d'affaires.

25. L'on s'est rendu compte que très souvent les gouvernements des pays africains n'accordent de l'importance qu'aux vœux et observations de la chambre locale la plus représentative (celle de la capitale économique et/ou politique). Cette attitude de l'Etat est en fait dictée par la réalité économique, près de 80 p. 100 (sinon plus) des activités économiques étant centralisés dans la circonscription de cette chambre (cas de la ville de Dakar et de bien d'autres capitales africaines).

26. Pour remédier à cet état de fait et permettre à la Communauté économique des pays de s'exprimer d'une voix et de refléter l'ensemble des préoccupations des milieux d'affaires, deux solutions ont été adoptées :

La création d'une chambre nationale de commerce

27. Cette solution a été assez souvent celle adoptée par des pays relativement peu étendus tels que le Burundi, le Rwanda, la Gambie, Djibouti, le Gabon, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, la Mauritanie, l'Ile Maurice (qui possède aussi des organismes consulaires fonctionnant sur une base ethnique, chambres de commerce indienne et chinoise), la Sierra Léone, le Togo et la Haute-Volta mais également par la République-Unie du Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie et le Ghana.

28. Dans certains pays les chambres nationales co-existent avec des chambres locales dont elles sont censées assurer la coordination. C'est notamment le cas en Ethiopie, au Ghana, en Ouganda, au Niger, à Maurice, en République centrafricaine. L'expérience montre cependant que cette co-existence n'est guère aisée dans la mesure où elle donne souvent lieu à des conflits de compétence.

29. La solution à ces conflits semble résider dans l'institution d'une chambre nationale de commerce avec des délégations provinciales. Cette solution allie les avantages de la centralisation (unité des milieux d'affaires dans leurs activités, leurs décisions, centre de décision unifiée, administration unifiée, économie des ressources) et de la décentralisation (les antennes provinciales fonctionnent en cellules d'information dans les deux sens et rapprochent la chambre nationale des entreprises et hommes d'affaires des régions du pays moyennant une structure légère). Cette solution a été adoptée par le Cameroun, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Gabon.

30. D'autres pays ont préféré conserver les chambres locales en tant que telles et adopter une solution fédérale ou associative en mettant en place une Fédération ou une Association des chambres de commerce. Celle-ci laisse aux chambres locales leur autonomie totale au plan des structures et des activités, mais elle prend en charge les relations extérieures et organise annuellement des réunions annuelles ou semestrielles de concertation. Ce type d'union se retrouve au Sénégal, au Zimbabwe, à Madagascar, au Maroc, au Nigéria, ainsi qu'au Zaïre où l'ANEZA (Association nationale des hommes d'affaires zaïrois) joue le rôle de chambre de commerce et regroupe des sous-sections provinciales autonomes. On peut remarquer dans ce cas que très souvent la réalité du pouvoir reste entre les mains des chambres locales des capitales économiques qui assurent l'essentiel des activités de représentation extérieure au risque d'aboutir à des désaccords souvent nuisibles à la bonne marche de la Fédération ou de l'Union.

31. Les chambres mixtes ou chambres économiques : elles peuvent être locales, nationales ou fédérales. La philosophie et les structures de ces institutions reposent sur la nécessaire intégration entre les divers secteurs de l'économie nationale, étant entendu que les activités de production, quelles qu'elles soient, sont toujours liées à des activités commerciales.

32. La tendance à la scission des anciennes chambres mixtes africaines s'est fait sentir dès après les indépendances dans certains pays (R.C.A., Cameroun, Maroc, Tunisie, Sénégal).

33. Il est vrai que les secteurs de production peuvent avoir des problèmes spécifiques liés à l'exploitation et que cette exploitation relève généralement d'instances gouvernementales autres que les ministères de l'économie. Mais ces problèmes peuvent être et ont été la plupart du temps résolus par les chambres mixtes saisies par leurs sections compétentes en la matière.

34. On peut penser d'une manière générale que la scission des chambres pose le problème de la coordination des activités consulaires et ne facilite pas une certaine hiérarchisation des problèmes et des priorités. Elles dispersent les efforts de promotion économique et ne facilite pas les rapports entre agents économiques et entre les milieux d'affaires et l'Etat.

- La majorité des chambres consulaires africaines est constituée d'organismes mixtes "commerce, industrie, agriculture, industrie, artisanat, etc."

- L'organisation des chambres économiques (la Guinée est le seul pays africain ayant une chambre économique) répond à la même orientation que les chambres mixtes. Elle offre un cadre unique à la Communauté économique nationale dans sa diversité et permet grâce à ses sections à chaque secteur de s'organiser et de s'exprimer dans ce cadre.

- Le terme "chambre de commerce" usité dans le Plan d'action de Lagos correspond très certainement à la notion de chambre mixte ou chambre économique. L'appellation de beaucoup de "chambres de commerce" en Afrique ne correspond pas toujours à leur vocation réelle car assez souvent ces chambres ont des activités plus étendues que le commerce et accueillent industriels, forestiers et artisans.

- Des organisations similaires à la fédération que préconise le Plan d'action de Lagos regroupent des chambres nationales de commerce, d'industrie et d'agriculture.

III. HISTORIQUE ET ROLE DES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES

35. La plupart des chambres consulaires africaines (surtout les francophones) sont nées dans la seconde moitié du XIXème siècle et certaines au début du XXème siècle.

36. A l'origine toutes les chambres de commerce étaient des organismes privés à part entière. Les chambres des territoires et pays francophones avaient alors le même statut que les chambres anglophones actuelles.

37. C'est à partir de 1930 que la personnalité civile fut reconnue aux chambres de la zone francophone (l'Arrêté 1310 A.E. du 31 mai 1930 donna des attributs similaires à ceux d'un établissement public, à la chambre de commerce de Dakar qui n'est en fait établissement public de plein droit que depuis le 11 février 1966 - loi 64266).

38. En fait, les chambres de commerce du continent étaient, à l'origine, conçues comme des syndicats de défense des intérêts de leurs ressortissants et non comme des organismes de promotion en tant que tels. Elles étaient des pôles de pression de comptoirs commerciaux dont les maisons mères se trouvaient dans les métropoles coloniales.

39. Dans la plupart des pays africains, ce rôle de type syndical et d'organisme conseil auprès de l'Etat reste encore dominant, si ce n'est exclusif. Les actes gouvernementaux qui régissent leur fonctionnement et leur organisation continuent assez souvent de cristalliser ce rôle et le caractère par trop administratif des structures mises en place pour le jouer; les services juridiques et l'administration (délivrance de certificats, etc.) prennent souvent le pas sur les services de promotion.

40. On notera que le rôle de promotion des échanges que jouent depuis peu certaines chambres africaines contribue souvent exclusivement au maintien et au renforcement des courants d'échanges traditionnels "Afrique - Europe occidentale". Elles se situent ainsi dans le prolongement des chambres consulaires coloniales dont on sait qu'elles étaient surtout soucieuses de défendre les intérêts de leurs ressortissants et d'assurer l'approvisionnement de l'Europe en matières premières ainsi que l'importation et la commercialisation de produits manufacturés en Afrique.

41. Il est cependant vrai que depuis le début des années 1970, les Etats ont sans cesse insisté sur la nécessité pour les chambres de commerce d'émerger de leur statut traditionnel et de jouer de plus en plus un rôle dynamique dans le développement économique.

42. Certains gouvernements ont même étroitement associé les chambres consulaires à la gestion de l'appareil économique national. Les chambres siègent à divers conseils d'administration et comités interministériels et participent à l'élaboration du programme des importations et des exportations des pays (Sénégal, Cameroun, Gabon, etc.).

43. Mais il reste que les ristournes gouvernementales devant permettre aux chambres de commerce d'assurer leur équilibre financier et de jouer un rôle dynamique de promotion font souvent défaut. Certains gouvernements accusent des retards considérables dans le versement des centimes additionnels. D'autres, en butte à des difficultés financières, recommandent l'autofinancement des chambres de commerce.

44. Il faut également préciser que la plupart des chambres de commerce africaines n'intègrent toujours pas les entreprises publiques parmi leurs ressortissants alors même que la participation de ces dernières à l'économie nationale paraît appelée, dans beaucoup de cas, à s'étendre.

45. De ce qui précède, on retiendra que la composition et le rôle actuel des chambres consulaires africaines répondent en général assez mal aux objectifs du Plan d'action de Lagos et appellent des réformes de leurs structures ainsi qu'une certaine réorientation de leurs activités.

IV. PERSPECTIVES D'AVENIR DES CHAMBRES CONSULAIRES AFRICAINES

46. La nouvelle stratégie de développement des pays africains formulée dans le cadre du Plan d'action de Lagos repose sur le plan commercial sur les orientations suivantes :

- La maîtrise et le développement des marchés intérieurs
- Le développement des échanges intra-africains
- La diversification des courants du commerce extérieur vers des partenaires non traditionnels (Europe de l'Est, Pays nordiques, Asie, Amérique latine)
- Contrôle progressif du commerce par des structures nationales (i.e. secteur public et privé)

47. La diversification prônée par cette stratégie doit permettre à l'Afrique de passer de la situation de dépendance actuelle des Etats africains vis-à-vis de leurs partenaires traditionnels à une position plus équilibrée, ce qui suppose notamment que le pouvoir de négociation des pays africains soit sensiblement renforcé. Cette stratégie appelle donc une participation effective des agents économiques et de leurs organisations.

48. Pour participer à la réalisation des objectifs fixés par la stratégie, les chambres de commerce devraient :

1. Intégrer l'ensemble des secteurs économiques.
2. Informer leurs ressortissants sur les réorientations préconisées et sur les possibilités offertes par les partenaires non traditionnels à la vente comme à l'achat ainsi que sur le potentiel du commerce et des investissements en Afrique.
3. Participer au renforcement des structures nationales africaines de contrôle du commerce en élargissant la base des chambres consulaires aux entreprises publiques.
4. Oeuvrer à la promotion des hommes d'affaires africains et au renforcement des petites et moyennes entreprises africaines.
5. Redynamiser leur action de promotion des échanges en fonction de la stratégie arrêtée et surtout dans le sens d'une expansion des échanges intra-africains.
6. Aider les gouvernements à mettre en oeuvre les projets d'intégration sous-régionale et régionale en encourageant les échanges et les investissements communs entre pays et hommes d'affaires africains et en créant des fora régionaux et sous-régionaux pour faciliter ces contacts.

- Pour ce faire, les chambres de commerce doivent renforcer leurs structures de conseil de gestion et de promotion des échanges et des investissements et se doter de services d'étude, de planification et d'information dynamiques.

- La liaison entre les organismes consulaires et les organisations sous-régionales et régionales d'intégration économique est une priorité si l'on veut que les conseils pragmatiques des uns éclairent les décisions des autres et que les décisions prises au niveau intergouvernemental soient exécutées par les

opérateurs économiques en connaissance de cause. On note, à cet égard, que la Fédération ouest-africaine des chambres de commerce siège déjà à la CEDEAO. Il faut souhaiter que la conférence des Présidents des chambres consulaires d'Afrique centrale (qui émet déjà des vœux auprès de l'UDEAC) bénéficie du même statut auprès de la future Communauté économique des Etats d'Afrique centrale.

- Le nouveau rôle des chambres consulaires les appelle à une coopération étroite et active aux niveaux sous-régional et régional pour une intensification effective des contacts et des échanges et pour une action commune auprès des organismes d'intégration économique.

V. LES CHAMBRES DE COMMERCE AFRICAINES ET LA COOPERATION INTERNATIONALE

1. Situation actuelle

49. Pour les raisons évoquées plus haut, les relations internationales des chambres de commerce africaines restent encore assez externes au continent. Les chambres de commerce africaines se sont surtout employées à promouvoir leurs relations avec leurs homologues européens : jumelage entre chambres etc., (Haute-Volta-Paris. Brazzaville-Paris).

- Les chambres consulaires des pays anglophones africains sont presque toutes membres de la Fédération des chambres de commerce du "Commonwealth".

- Les chambres du Maghreb sont en général déjà organisées au sein de l'Union générale des chambres de commerce, industrie et agriculture des pays arabes ou au sein de la Conférence islamique des chambres de commerce.

- Les pays francophones participent, depuis mai 1973, à la Conférence des compagnies consulaires africaines et françaises qui réunit les chambres françaises et celles du Bénin, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la République centrafricaine, du Gabon, de la Haute-Volta, du Mali, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo alors que l'une des rares (si ce n'est la seule) chambre binationale de commerce entre pays africains ne date que de 1978 (Sénégal-Mali) et que des chambres de commerce françaises et britanniques sont implantées au Maghreb depuis longtemps. Des comités nationaux de la chambre de commerce internationale sont déjà établis dans une douzaine de pays africains.

50. Diverses formes de coopération existent depuis des décennies entre chambres de commerce africaines et chambres de commerce d'outre-mer alors que la coopération entre chambres de commerce est quasi inexistante d'une sous-région à l'autre, et même à l'intérieur de la plupart des sous-régions.

51. Il faut signaler cependant que depuis quelques années, les chambres de commerce africaines donnent l'impression de sentir la nécessité de développer leurs rapports entre elles.

52. C'est ainsi qu'en Afrique centrale la Conférence des Présidents des assemblées consulaires de l'UDEAC représente un pas décisif vers une coopération entre les chambres consulaires du Congo, du Cameroun, de la République centrafricaine et du Gabon, même si elle n'est pas en mesure de donner une impulsion décisive aux échanges entre ces pays.

53. Les pays membres l'ont si bien compris que des démarches ont été faites et une réunion préliminaire organisée pour jeter les bases d'une Fédération sous-régionale des assemblées consulaires d'Afrique centrale, en anticipation sur la Communauté économique projetée en remplacement de l'UDEAC.

54. En Afrique de l'Ouest, une étape décisive a été également franchie avec la création en 1972 de la Fédération ouest-africaine des chambres de commerce. Cette Fédération regroupe aujourd'hui les chambres de commerce de la presque totalité des pays de la CEDEAO et continue malgré quelques difficultés naturelles de parcours (manque de ressources) à faire des progrès notables. Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, elle est devenue partenaire à part entière de la CEDEAO en siégeant au sein des structures de cette organisation avec voix consultative. Il faut rappeler également que le rapprochement entre les hommes d'affaires des pays concernés a été décisif dans certaines opérations conjointes d'investissement (SOFAM Dakar - métallurgie - une cimenterie au Ghana, etc.).

55. Au Nord, à l'Est et au Sud du continent les contacts entre chambres consulaires sont encore sporadiques, là où ils existent, et assez insignifiants par ailleurs.

2. Perspectives

56. La mise en oeuvre de la stratégie africaine pour le développement et du Plan d'action de Lagos ne peut être menée à bien sans l'accélération du processus d'intégration au niveau sous-régional et régional et l'élargissement des espaces - marchés.

57. Des progrès notables ont été accomplis dans ce domaine avec la naissance d'organisations d'intégration ayant entre autres buts, la libéralisation des échanges (la CEDEAO à l'ouest, la Zone d'échanges préférentiels (ZEP) à l'est et au sud, l'UDEAC et la Communauté économique en gestation en Afrique centrale).

58. Ce vaste mouvement d'intégration doit aboutir vers l'an 2000 à la création d'un marché commun. Les zones d'intégration sous-régionale et le futur marché commun africain ne se conçoivent que comme des instruments au service du développement des échanges entre pays africains.

59. Ils ne seront viables que si les opérateurs économiques du continent affirment leur volonté de développer leurs échanges et s'ils mettent en place les outils nécessaires pour le développement de ces échanges. Tout donc invite les opérateurs économiques du continent et les chambres consulaires qui les représentent à s'entendre pour oeuvrer à la constitution d'organisations, de coopération, au moment même où les organismes d'intégrations politiques et économiques se déploient. C'est à cette condition sans doute qu'une réelle coordination entre ces organisations et les milieux économiques des pays africains pourra s'établir.

60. Les opérateurs économiques ne peuvent ignorer les décisions prises par les organismes d'intégration économiques; l'idéal serait, en fait qu'ils participent à la prise de ces décisions par l'intermédiaire de leurs organisations régionales et sous-régionales, et aident à appliquer ces décisions. C'est dans cet ordre d'idées et dans le cadre général du Plan d'action de Lagos que se situe l'idée de la création d'une Organisation africaine des chambres consulaires, sous la forme d'une Fédération africaine des chambres de commerce. Le projet de statuts ci-joint a pour but de proposer un cadre juridique possible d'organisation de cette Fédération.

ANNEXE I

PROJET DE STATUTS DE LA FEDERATION AFRICAINE DES CHAMBRES DE COMMERCE

Les membres de l'Organisation au nom de laquelle les présents Statuts ont été signés.

Rappelant le paragraphe 250, alinéa (ii) du Plan d'action de Lagos,

Rappelant en outre les recommandations du premier symposium des Présidents et Secrétaires généraux des chambres de commerce africaines pour l'institution d'une organisation dénommée Fédération africaine des chambres de commerce ont décidé par les présentes ce qui suit :

Article 1

Création

Par les présents Statuts, est instituée la Fédération africaine des chambres de commerce (ci-après dénommée "la Fédération") qui sera administrée conformément aux dispositions desdits Statuts.

Article 2

Objectifs

Les objectifs de la Fédération sont les suivants :

- a) aider à promouvoir le développement économique de l'Afrique;
- b) aider au développement des chambres de commerce des associations nationales de chambres de commerce d'industrie, d'agriculture, de mines et d'artisanat, des organismes de crédit et de promotion de l'entreprise africaine;
- c) favoriser la création et le renforcement des fédérations sous-régionales de chambres de commerce africaines;
- d) Servir de lien entre ses membres d'une part, et entre ses membres et les organismes sous-régionaux et régionaux d'autre part, en vue de l'intégration du Continent africain;
- e) assister les gouvernements africains en vue d'une plus libre circulation des personnes, des services et des biens à travers l'ensemble du Continent;

- f) servir de lien entre ses membres et d'autres fédérations de chambres de commerce d'outre-mer;
- g) assister les gouvernements de la région et les organisations internationales africaines dans la mise en oeuvre de leurs politiques d'intégration économique;
- h) encourager et promouvoir le renforcement des échanges commerciaux intra-africains;
- i) aider à la création et au renforcement de groupements africains d'intégration économique, fondements d'un marché commun africain;
- j) formuler et mettre en oeuvre des politiques de formation de cadres africains en matière de commerce et de finances.
- k) émettre des avis et faire des propositions à l'intention des gouvernements africains et des organismes internationaux visant la production et les échanges en Afrique;
- l) arbitrer tous les différends commerciaux pour autant qu'ils lui soient soumis; et
- m) prendre toutes les mesures nécessaires ou jugées opportunes en vue de la réalisation des objectifs de la Fédération.

Article 3

Qualité de membre

1. Peuvent devenir membres de la Fédération toutes les fédérations, associations et unions nationales ou toute chambre de commerce nationale ou autre organisation tenant lieu d'un des organes précités et établie dans un pays membre de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
2. Peuvent devenir membres d'honneur :
 - a) toutes les personnes ou institutions dont il est question au paragraphe 2 du présent article mais dont la compétence ou les activités, selon le cas, se rattachent aux objectifs, de la Fédération ou coïncident avec ces derniers et qui seront désignées par le Conseil; et

- b) les organismes africains d'intégration économique ou les organisations internationales que le Conseil désignera.

Article 4

Obligations des membres

Tout membre de la Fédération est tenu de :

- s'acquitter régulièrement de ses cotisations;
- respecter les présents Statuts;
- mettre en oeuvre tout ce qui sera de son ressort en vertu des présents Statuts.

Article 5

Les organes de la Fédération

Les organes de la Fédération sont les suivants :

- a) l'Assemblée;
- b) le Conseil d'administration
- c) le Secrétariat;
- d) tout autre organe institué dans le cadre des présents Statuts.

Article 6

L'Assemblée - Composition, attributions et réunions

1. L'Assemblée générale qui est l'organe suprême de la Fédération sera constituée des représentants désignés par chaque membre de la Fédération.

2. L'Assemblée générale est responsable de l'administration et du contrôle de l'ensemble de la direction exécutive de la Fédération et elle doit en particulier :

- 1) élaborer les politiques qui orienteront les activités de la Fédération;

- 2) examiner et approuver le programme d'activités, le budget, les comptes et les rapports d'activités de la Fédération;
 - 3) fixer les cotisations annuelles et les autres souscriptions des membres et des membres d'honneur de la Fédération;
 - 4) choisir le siège de la Fédération;
 - 5) nommer les membres du Conseil d'administration en conformité avec les présents Statuts; et
 - 6) assumer d'une manière générale toute autre tâche qui s'avèrera nécessaire, souhaitable ou opportune en vue de la réalisation des objectifs de la Fédération.
3. a) L'Assemblée élit parmi ses membres le Président, le premier et le second Vice-Présidents, le Trésorier et le Trésorier adjoint pour un mandat de deux ans renouvelable;
- b) Pour les élections aux postes précités au présent paragraphe, alinéa 1, l'Assemblée devra tenir compte de la nécessité de maintenir une répartition géographique équitable entre les membres de la Fédération;
- c) Tout pays membre élu à l'un des postes précités au présent paragraphe, alinéa 1 désignera un représentant audit poste.
4. L'Assemblée générale se réunira au moins une fois tous les deux ans à des dates fixées par le Président de l'Assemblée qui dirigera les réunions. Par ailleurs, elle tiendra des sessions extraordinaires sur convocation du Président ou sur pétition signée de deux tiers des membres.
5. Lorsque pour une raison quelconque le Président est dans l'impossibilité d'assumer les fonctions définies au paragraphe 4 du présent article, il sera remplacé par le premier Vice-Président, le second ou le troisième dans cet ordre.
6. Chaque membre de l'Assemblée a une voix.
7. Le Secrétaire général et les représentants des membres d'honneur et de la Commission économique pour l'Afrique participeront aux sessions de l'Assemblée sans droit de vote.

8. Le Président de l'Assemblée peut inviter toute personne ayant des connaissances et des compétences particulières et dont, à son avis, la présence serait souhaitable, à participer aux réunions de l'Assemblée sans droit de vote.

9. Sous réserve des dispositions des présents Statuts, l'Assemblée fixera son propre règlement intérieur dans lequel elle décidera notamment de la date de tenue de ses réunions, du déroulement de ses travaux lors des dites réunions, et par ailleurs, des questions de quorum et de vote.

Article 7

Le Bureau de la Fédération

1. Les membres du Bureau de la Fédération sont les suivants :

- a) le Président;
- b) le premier, le deuxième et le troisième Vice-Présidents;
- c) le Trésorier; et
- d) le Trésorier adjoint.

2. Le Président, le premier, le deuxième et le troisième Vice-Président de l'Assemblée sont respectivement le Président, le premier, le deuxième et le troisième Vice-Présidents de la Fédération.

Article 8

Le Conseil d'administration - Composition, attributions et réunions

1. Le Conseil d'administration regroupe :

- a) le Président de la Fédération qui est d'office Président du Conseil d'administration;
- b) les autres membres du Bureau de la Fédération;
- c) un représentant de la Commission économique pour l'Afrique;
- d) huit membres choisis par l'Assemblée générale à cette fin et en prenant le soin de maintenir une répartition géographique équitable entre les membres de la Fédération. Leur mandat sera de quatre ans et renouvelable :

à condition que le Conseil veille à ce que quatre des huit premiers élus soient remplacés à la fin des deux premières années;

- e) un membre de la Fédération choisi par l'Assemblée parmi ceux, du pays siège de la Fédération;
 - f) les Présidents des fédérations sous-régionales de chambres de commerce (les sous-régions étant celles définies par la Commission économique pour l'Afrique), là où de telles organisations existent, ou toute personne désignée par le Président de la Fédération après les consultations nécessaires, là il n'existe pas de fédérations sous-régionales de chambres de commerce;
 - g) les pays et organisations coopérant avec la Fédération en vertu des dispositions de l'Article 12 des présents Statuts et choisis par le Conseil d'administration.
2. Les membres de la Fédération mentionnés aux alinéas (d) et (e) du paragraphe 1 du présent article désigneront leurs représentants au Conseil d'administration.
3. Le Secrétaire général de la Fédération et les membres du Conseil d'administration mentionnés aux alinéas (f) et (g) du paragraphe 1 du présent article participeront aux réunions du Conseil d'administration sans droit de vote.
4. Sous la direction de l'Assemblée, le Conseil doit :
- a) soumettre à l'approbation de l'Assemblée le programme d'activité, le budget et l'état des comptes de la Fédération;
 - b) présenter à l'Assemblée des rapports sur l'avancement des activités de la Fédération et sur la mise en oeuvre des politiques;
 - c) orienter le Secrétaire général dans ses fonctions;
 - d) proposer à l'approbation de l'Assemblée le montant des cotisations des membres et des membres d'honneur;
 - e) approuver les règles de conduite des activités financières, administratives et autres de la Fédération;
 - f) approuver l'établissement de relations entre la Fédération et les Etats et organisations coopérant avec elle en vertu des dispositions de l'Article 12 des présents Statuts, mobiliser et aider les pays membres à mobiliser une assistance auprès de ces Etats et organisations;

- g) choisir les commissaires aux comptes de la Fédération;
- h) coordonner les activités des organes de la Fédération;
- i) instituer les comités qu'il jugera nécessaires;
- j) nommer les Secrétaire général et les autres membres du personnel de la Fédération;
- k) faire des propositions à l'Assemblée sur le règlement des différends commerciaux en Afrique qui seront soumis à la Fédération conformément aux dispositions des présents Statuts;
- l) remplir toutes les autres fonctions qui lui seront confiées dans la suite des présents Statuts.

5. Le Conseil d'administration peut confier l'une quelconque des tâches mentionnées au paragraphe 4 des présents Statuts au Président de la Fédération, à d'autres membres du Bureau de la Fédération ou à toute autre personne qu'elle jugera compétente.

6. Le Conseil d'administration se réunira une fois par an ou chaque fois que cela sera nécessaire pour la bonne exécution de ses tâches.

7. Conformément aux dispositions des présents Statuts, le Conseil d'administration adoptera son propre règlement intérieur, pour notamment la tenue de ses réunions; la conduite de ses activités, et d'autres fois, adoptera son quorum et ses procédures de vote.

Article 9

Le Secrétaire général

1. Le Secrétaire général est nommé pour une période de trois ans renouvelable.

2. Le Secrétaire général est responsable du secrétariat de la Fédération et doit :

- a) se charger de l'expédition des affaires financières et administratives de la Fédération sous la direction du Conseil d'administration;
- b) effectuer les études et les recherches portant sur les objectifs de la Fédération sur demande du Conseil d'administration;

- c) se tenir continuellement au courant des événements récents qui d'une manière générale ont un rapport avec les objectifs de la Fédération, et en informer les membres;
- d) proposer au Conseil d'administration le programme d'activités et le budget de la Fédération;
- e) soumettre au Conseil d'administration l'état des comptes de la Fédération;
- f) préparer des rapports annuels sur les activités de la Fédération et les soumettre au Conseil d'administration;
- g) soumettre à l'approbation du Conseil d'administration des projets des règles de conduites des activités financières, administratives et autres de la Fédération;
- h) mettre en application les décisions des organes de la Fédération;
- i) assumer les fonctions de Secrétaire pour les organes de la Fédération et leur fournir des services de secrétariat;
- j) assumer toute autre fonction que lui pourrait lui confier le Conseil d'administration.

3. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Secrétaire général et les membres du secrétariat ne devront recevoir des instructions d'aucun membre de la Fédération ni d'aucune autre autorité étrangère à la Fédération. Il devront se garder de prendre une attitude quelconque pouvant avoir des répercussions sur leur position en tant que fonctionnaires internationaux ne relevant que la Fédération.

Article 10

Commission du développement économique et de la promotion des échanges intra-africains

1. Par les présents Statuts est instituée la Commission du développement économique et de la promotion des échanges intra-africains dénommée dans le présent article "la Commission". Elle regroupe un expert de chaque pays dans lequel les membres de la Fédération mènent des activités. Ils sont nommés par le Conseil d'administration sur recommandation des membres qui mènent ces activités dans le pays en question.

2. La Commission se réunit une fois l'an juste avant la réunion annuelle du Conseil d'administration et fait des recommandations à ce dernier sur les questions touchant d'une manière particulière les objectifs de la Fédération, à savoir :

- a) la réalisation de l'intégration économique en Afrique;
- b) les échanges intra-africains;
- c) les investissements étrangers et locaux en Afrique;
- d) les politiques dans des secteurs économiques donnés en Afrique.

3. Sur la demande du Conseil d'administration, la Commission effectuera des études et des analyses sur les échanges commerciaux et le développement économique en Afrique.

Article 11

Relations avec la Commission économique pour l'Afrique

1. La Fédération mènera ses activités sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et dans l'accomplissement de ses tâches, elle établira et maintiendra des relations solides et étroites avec cette organisation.

2. Le Conseil d'administration pourra charger la Commission économique pour l'Afrique :

- a) de collecter les cotisations des membres et des membres d'honneur de la Fédération et d'en tenir la comptabilité;
- b) de mobiliser l'assistance des Etats et organisations coopérant avec en vue de l'exécution des projets approuvés et de jouer le rôle d'organisme d'exécution dans le cadre des projets pour lesquels elle aura réussi à obtenir l'assistance desdits Etats et organisations.

3. La Commission économique pour l'Afrique informera l'Assemblée et le Conseil d'administration des cotisations versées et de l'assistance reçue ainsi que des démarches entreprises en vertu des dispositions du paragraphe 2 du présent Article.

Article 12

Etats et organisations coopérant avec la Fédération

Sur décision du Conseil d'administration, la Fédération établira des relations avec les Etats et organisations souhaitant l'assister dans la réalisation de ses objectifs.

Article 13

Ressources financières

Les ressources financières de la Fédération proviendront des cotisations des membres et des membres d'honneur, d'intérêts, de prêts, de dons, de legs et d'autres donations ainsi que des revenus tirés des activités de la Fédération. Les dons, le legs et donations seront acceptés sur approbation du Conseil d'administration et conformément aux dispositions pertinentes des règles de gestion financière de la Fédération.

Articles 14

Statuts

Tous les pays africains dans lesquels d'autres institutions de la Fédération auront leur siège s'engagent à accorder à la Fédération la capacité et l'autorisation lui permettant en tant que corps constitué, avec droit de succession perpétuel, d'acquérir, d'exploiter, de gérer et d'utiliser des terrains et autres propriétés, de conclure des contrats, de poursuivre et d'être poursuivie en justice à son propre nom et de s'acquitter de toutes les tâches qu'elle doit assumer en vertu des présents Statuts; à cette fin, le Secrétaire général conclura les accords nécessaires avec les autorités concernées.

Article 15

Retrait et perte de la qualité de membre

1. Tout membre et tout membre d'honneur peut se retirer de la Fédération à n'importe quel moment après cinq ans à compter de la date à laquelle il y a été admis, après en avoir informé le Secrétaire général par écrit. Ce dernier en informera tous les autres membres et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

2. Le retrait entre en vigueur un an après la date de réception de l'avis de retrait par le Secrétaire général :

Sous réserve que tout membre ou membre d'honneur s'étant retiré de la Fédération est tenu néanmoins de s'acquitter de tous ses engagements financiers vis-à-vis de la Fédération, y compris des contributions de toute l'année au cours de laquelle l'avis de retrait prendra effet.

3. L'Assemblée peut décider à la majorité des deux tiers de ses membres de suspendre ou de radier un membre ou un membre d'honneur de la Fédération qui, malgré les rappels reçus, ne se sera pas acquitté de ses engagements financiers pendant une période de trois années consécutives, aura manqué à d'autres obligations définies dans le cadre des présents Statuts, ou aura dérogé aux décisions de l'Assemblée ou du Conseil d'administration. La décision de suspension d'un membre ou d'un membre d'honneur de la Fédération est levée sur décision de l'Assemblée prise à la même majorité.

4. La suspension d'un membre ou d'un membre d'honneur n'exempte pas ce dernier des engagements financiers qu'il aura contractés avant la prise de la décision, sauf si l'Assemblée en décide autrement.

5. Le Secrétaire général informera tous les autres membres de la Fédération et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de toute décision de suspension ou de radiation d'un membre ou d'un membre d'honneur.

Article 16

Amendements

1. Les amendements aux présents Statuts seront décidés par l'Assemblée à la majorité des deux tiers des membres de la Fédération.

2. L'Assemblée n'examinera aucune proposition d'amendement des présents Statuts si celle-ci n'a été transmise à tous les membres au moins trois mois à l'avance.

3. L'Assemblée décide de la date d'entrée en vigueur d'un amendement.

Article 17

Règlement des différends

Tout différend éventuel entre des membres de la Fédération sur l'interprétation ou l'application des dispositions des présents Statuts sera réglé à l'amiable grâce à un accord signé par les parties concernées elles-mêmes. En cas d'impasse, l'une des parties s'en référera au Conseil d'administration dont la décision sera définitive.

Article 18

Entrée en vigueur

1. Les présents Statuts entreront en vigueur après signature par douze des organisations mentionnées à l'article 3 paragraphe 1, alinéa 1 des présents Statuts à condition que ces dernières soient dans douze pays différents membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
2. Jusqu'au moment de la date d'entrée en vigueur, les présents Statuts seront ouverts à la signature au cabinet du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
3. Toute organisation pouvant prétendre à la qualité de membre et désirant adhérer à la Fédération au lendemain de la date d'entrée en vigueur des présents Statuts pourra déposer ses instruments d'adhésion auprès des dépositaires des présents Statuts, conformément aux décisions du Conseil d'administration.

Article 19

Dispositions transitoires

Dépositaires

1. Les présents Statuts dont les versions française et anglaise seront au même titre les documents authentiques, ainsi que tous les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.
2. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique doit :
 - a) notifier tous les membres de la Fédération de la date d'entrée en vigueur des présents Statuts;
 - b) transmettre des copies certifiées des présents Statuts à tous les membres de la Fédération;
 - c) informer tous les membres de la Fédération des dates de dépôt des instruments de ratification;
 - d) informer tous les Etats membres de la date d'entrée en vigueur de tout amendement apporté aux présents Statuts;

- e) informer tous les Etats membres de toute démission, suspension ou levée de suspension ou radiation d'un membre décidée conformément aux dispositions de l'article 15 des présents Statuts.

Article 20

Dispositions transitoires

1. En attendant que la Fédération décide de la localisation de son secrétariat, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique assumera le rôle de secrétariat provisoire de la Fédération.
2. Dès que les présents Statuts entreront en vigueur, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique convoquera la première réunion de l'Assemblée. En foi de quoi, les soussignés, dûment mandatés par les organisations qu'ils représentent, ont signé les présents Statuts aux dates mentionnées au bas de leurs signatures.